

Si l'on parlait climat ?

EDITORIAL

S'il y a un problème d'environnement qui affectera directement et quotidiennement tous les habitants de notre planète, c'est bien le changement de climat que risque de provoquer l'augmentation de l'effet de serre.

La première "Conférence des parties à la Convention sur les Changements Climatiques" qui se tient en ce début d'avril à Berlin revêt donc une grande importance : elle devrait être l'occasion pour les 167 pays qui l'ont signée de dresser un premier bilan des promesses de Rio, de passer des discours généreux aux engagements précis et concrets à moyen terme (au delà de l'an 2000) pour stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

Dans de nombreux pays d'Europe, les discussions vont bon train, relayées par les médias, les partis politiques, les associations, les administrations, etc. Tous ont conscience de l'enjeu : pour eux, la lutte contre l'effet de serre n'est pas un combat abstrait, déconnecté des réalités quotidiennes.

En effet :

- limiter les émissions de gaz d'échappement des voitures en ville en développant les transports en commun, c'est réduire le nombre d'accidents, c'est préserver la santé des habitants, c'est aussi parler d'effet de serre,
- mettre à disposition des habitants des pays développés et des pays en développement les services énergétiques qui leur sont indispensables

en économisant les ressources fossiles et en privilégiant l'efficacité énergétique, c'est à la fois participer à l'équilibre politique mondial, au développement local, à la protection de l'environnement immédiat, à la qualité de la vie, mais aussi à la limitation des gaz à effet de serre,

- utiliser les terres dégagées par la politique agricole commune à la production de combustibles ou de carburants renouvelables, c'est à la fois participer au développement rural, maintenir les paysages, développer l'emploi, préserver l'environnement local et lutter contre l'effet de serre,
- réhabiliter les logements sociaux des banlieues, c'est participer à la lutte contre l'exclusion des plus démunis en réduisant les charges locatives, c'est améliorer la qualité de vie et la convivialité des quartiers, c'est aussi lutter contre l'effet de serre en réduisant les besoins d'énergie.

Curieusement en France aujourd'hui, cette synergie profonde entre l'organisation de notre vie quotidienne, la protection des générations qui nous suivent, les problèmes d'environnement planétaires et la Convention Climat semble complètement absente des débats.

Berlin ne fait pas la une de nos journaux, loin s'en faut ! Dans la campagne présidentielle des différents candidats, pas un mot.

Manifestement, la France fait exception !

Serait-ce, comme le montre bien le rapport Souviron, à cause du déficit de débat démocratique sur ces questions ?

Serait-ce parce que nous serions les seuls à posséder l'arme absolue, le nucléaire "sûr, bon marché, propre", à proposer comme remède universel à l'ensemble du monde ?

Global Chance s'est fixé pour objectif d'explicitier et de promouvoir des réponses collectives nouvelles et positives aux menaces de changement global dans un esprit de solidarité Nord-Sud, d'humanisme et de démocratie.

Mais Global Chance s'est aussi fixé pour but de produire et de mettre sur la place publique une expertise multiple et contradictoire pour favoriser la prise de conscience et alimenter le débat démocratique dont nous venons de souligner la pauvreté dans notre pays.

Nous espérons que le présent numéro des "Cahiers de Global Chance" y contribuera. On y trouvera d'abord un échange de courrier avec le Premier Ministre sur l'application de la Convention Climat. Ensuite une lecture à plusieurs voix du rapport Souviron qui fait ressortir les avancées mais aussi les limites et les manques de la démarche. Enfin la troisième partie rend compte de la réflexion des membres de l'association sur la place et le statut de l'environnement dans les stratégies d'action pour le développement durable.

G.C.

**Pensez à renouveler votre
abonnement (voir p. 41)**